Réseau Agriculture Durable
CEDAPA

L'écho du CEDAPA

Bimestriel d'informations techniques du Centre d'Étude pour un Développement Agricole Plus Autonome

n° 48 / juillet-août 2003 / 4 €

>édito

PAC : on solde !

L'accord sur la politique agricole commune signé le 26 juin ne semble vraiment satisfaire que nos gouvernants. Peut-on trouver un agriculteur qui se réjouisse de ce qui se trame pour les dix ans qui viennent ?

Pourtant notre ministre Hervé Gaymard parle de stabilité pour les années à venir. Pour le budget revenant à la France peut-être, mais concernant le revenu des agriculteurs une baisse significative est déjà programmée. On y voit surtout de la stabilité dans l'inéquité des aides versées aux producteurs. On reste encore sur des avantages acquis. Pire, les systèmes herbagers sont très fortement pénalisés, car peu gourmands en primes PAC, et donc avec une faible référence historique de primes pour les années 2000-2002. Nos efforts pour une agriculture durable ne sont nullement récompensés. Il nous faudra chercher dans le volet développement rural (le second pilier de la PAC) un espoir de reconnaissance de nos pratiques, en lien avec d'éventuelles mesures agri-environnementales.

Vu de Bretagne l'accord fait la part belle aux céréaliers (est-ce une surprise ?) une production non contingentée, au détriment du secteur laitier. Le secteur laitier, contingenté lui, subit de plein fouet la baisse des prix (-25% sur le beurre, -15% sur les poudres de lait), certes avec une compensation, mais partielle.

A charge des producteurs, donc, de compenser ces baisses de prix par une réduction des coûts de production : merci, on a déjà donné ! Quant au rééquilibrage des marchés... on va plutôt vers une dérégulation avec en prime une augmentation du quota propice à une surproduction, et donc à une baisse des prix.

Concernant la viande bovine et ovine, il est difficile d'anticiper sur les effets du découplage, et des choix que feront les états membres. La question subsiste : les éleveurs pourront-ils atteindre un revenu décent ? Toujours est-il que notre ministre considère que l'accord sur la PAC comme un solde de tout compte, mais uniquement sur le volet des soutiens internes. Reste encore les questions des soutiens à l'exportation et surtout de l'accès minimum au marché européen. Là encore on risque de solder la politique agricole commune à pas cher !

Face à cette vague libérale qui ne veut pas dire son nom, les agriculteurs sont fortement chahutés ! Chaque état membre garde un peu de flexibilité sur l'orientation des aides. Le gouvernement a déclaré qu'il fallait "*accompagner la réforme*". Si nous voulons rester paysans, défenseurs de l'agriculture durable, nous devons réaffirmer nos positions et demander des compensations. Notre survie en dépend !

Rémy Le Guen, administrateur du Cedapa

Les principaux points de la réforme

Produits laitiers

La baisse des prix d'intervention sera de 25% sur le beurre (au lieu des 15% prévus dans l'Agenda 2000) et de 15% sur la poudre de lait écrémé. Ces baisses se feront sur quatre ans, dès 2004.

Les compensations seront versée dès 2004 (et sont augmentées, par rapport à l'agenda 2000) : 11,81 euros par tonne de quota de lait ; 23,65 euros par tonne en 2005 ; 35,50 euros par tonne à partir de 2006.

L'augmentation des quotas de 1,5% n'interviendra qu'en 2006.

Les quotas sont maintenus jusqu'en 2013.

Viandes

La règle est le découplage total des aides bovines, ovines et caprines. Mais on peut n'appliquer qu'un découplage partiel. Hervé Gaymard a indiqué la préférence de la France pour un maintien de 100% de la PMTVA et jusqu'à 40% de la prime d'abattage. En ovins et caprins, elle maintiendrait 50% des primes.

>dans ce numéro

Ce numéro d'été, vacances oblige, bouscule un peu les rubriques habituelles, pour laisser une large place aux premiers résultats du travail du groupe valorisation du Cedapa, et pour présenter l'approche énergétique des exploitations agricoles, sur laquelle le Cedapa commence à travailler.

↘ *p 2 :* ***actu cedapa, chantiers en cours***

↘ *p 3, 4 et 5 :* ***du lait durable aux yaourts***

↘ *p 6, 7 et 8 :* ***fermoscopie et diagnostic énergétique sur une ferme laitière d'Hillion***

> rendez-vous

- **du 14 au 19 septembre :** voyage du Cedapa en Italie centrale. **ATTENTION, très urgent, inscrivez-vous avant le 29 juillet (voir la feuille intérieure, au dos des formations)**
- **23 septembre :** comité de pilotage final du programme de recherche Entremont, sur la qualité du lait herbager

> actu Cedapa

■ Les nitrates seraient sans danger : le Cedapa appelle la Chambre d'agriculture et le Conseil général à réagir

En réaction aux réunions publiques de l'association Agriculture, terre et eau (ATE) sur l'innocuité des nitrates, le Cedapa a adressé une lettre ouverte au Président de la Chambre d'agriculture lui demandant d'adresser "*un signal fort en direction des agriculteurs de ce département, pour qu'ils ne se laissent pas leurrer par des personnes plus soucieuses de défendre leurs intérêts privés, que les intérêts généraux de la profession agricole et de la population*". Le Cedapa estime en effet "*qu'il reste encore suffisamment à faire pour alléger le coût des mises aux normes (évolution des systèmes d'exploitation, mise aux normes économe pour les petites et moyennes exploitations), pour ne pas se perdre dans des combats juridiques d'arrière-garde pour contester la norme ! Sans compter que de tels débats annulent les efforts des paysans qui cherchent à reconstruire le dialogue entre les agriculteurs et l'opinion publique*". Le Président du Conseil général des Côtes d'Armor a également été appelé à réagir. Aucune réponse à ce jour des intéressés.

■ "Le monde n'est pas une marchandise, ni une prison"

Le Cedapa participe au comité départemental de soutien à José Bové, "pour la défense de la solidarité et pour le droit d'expression". L'action de José Bové a contribué "*à sensibiliser l'opinion publique sur les dangers des organismes génétiquement modifiés*".

Pour écrire à José Bové : n° écrou 22377Y, Bloc A 07, 34753 Villeneuve-lès-Maguelone

■ La Confédération paysanne édite un CD contre les OGM

Manu Chao, Renaud, Sergent Garcia, Zebda, Sanseverino, et bien d'autres prêtent leur voix à la Confédération paysanne, pour "poursuivre, à travers la musique, le travail de sensibilisation sur les OGM". La Confédération paysanne entend ainsi continuer "*à mener la lutte par d'autres moyens, vers d'autres publics*".

En vente au prix de 15 euros, avec une partie CD rom sur les OGM.

■ Le Cedapa s'oppose au projet d'incinérateur à Plouvara

"*Si l'on traite les déchets de cinq départements, il ne s'agit plus d'une solution locale*" : la concentration des sites de traitement des déchets, et en particulier des farines animales, ainsi que l'option exclusive en faveur de l'incinération inquiètent le Cedapa. "*Les polluants (dioxines, furanes, métaux lourds) ont un impact sur un rayon de 50 km autour du site !*"

■ "Le traitement des lisiers et la concentration des élevages hors sol prennent l'essentiel des financements"

Les associations de l'agriculture durable, de consommateurs et de défense de l'environnement ont protesté contre les orientations de la charte de l'agriculture pérenne signée en février 2002. "*Les actions pour provoquer et accompagner le changement, qui concernent par exemple les produits biologiques dans la restauration collective, la formation à l'agriculture durable, sont progressivement marginalisées*". Ainsi la mesure réduction du cheptel, qui capte l'essentiel des financements, finance en fait des stations de traitement des effluents, et bientôt des restructurations d'élevage, et pas vraiment l'évolution des élevages vers l'agriculture durable.

■ Le mouvement Civam est menacé par la remise en cause des postes mis à disposition

Le nouveau gouvernement envisage de supprimer pour l'avenir les mises à disposition de fonctionnaires de l'enseignement agricole auprès des associations Civam. La fédération régionale bretonne dispose actuellement de deux postes pour soutenir les actions en faveur de l'agriculture durable.

> en bref

■ Contrats d'agriculture durable : il faudra attendre mai 2004 pour les premières signatures

Il est désormais difficile d'envisager des signatures de CAD au 1er septembre 2003 : les derniers textes de loi sont annoncés pour début août, ce qui repousse à septembre-octobre leur déclinaison départementale.

■ Les systèmes herbagers ne seraient pas prioritaires dans le nouveaux CAD

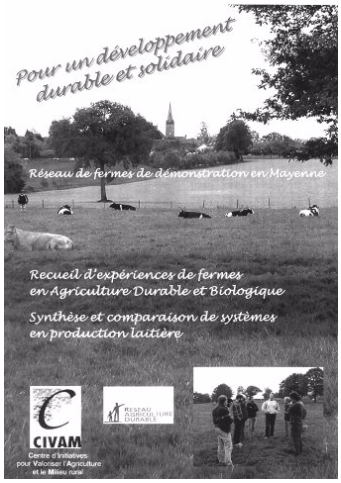
Ce sont en effet les zones Natura 2000 ou d'opérations locales agri-environementales (OLAE), et l'agriculture bio qui seraient prioritaires dans les nouveaux CAD. L'enveloppe réservée aux bios serait par ailleurs plafonnée à un niveau restreint. Des orientations qui confirme la crainte que le CAD ait perdu définitivement l'ambition initiale des CTE de réorienter l'agriculture !

■ Les exploitations laitières herbagères de Mayenne sont plus efficaces que la moyenne

C'est le résultat d'une étude réalisée par la FDCivam Mayenne, à partir d'un échantillon de 19 fermes engagées dans une démarche d'agriculture durable. Etude disponible auprès de la FDCivam 53 - 10 rue de Strasbourg, 53000 Laval - tél 02 43 49 10 02

8 euros

email : fdcivam53@libertysurf.fr



> en cours...

La phase d'analyse des résultats technico-économiques des exploitations herbagères du réseau agriculture durable (RAD) est engagée. 20 fermes du Cedapa entrent dans l'échantillon du grand ouest, qui compte environ 90 exploitations. Les données prises en compte concernent les trois dernières années comptables.

Des bilans énergétiques sur une trentaine de fermes du Cedapa sont réalisés au cours de l'été (voir le premier exemple page 6 de ce numéro) sur des exploitations en production laitière et en viande bovine. Restitutions en cours d'hiver.

Petites exploitations : le pays du centre ouest Bretagne démarre l'inventaire et l'accompagnement des petites exploitations sur son territoire. Une opération qui s'inscrit dans un projet de recherche-action initié par le ministère de l'agriculture, et qui concerne six sites en France. Le Cedapa y est associé, avec la FDCivam 29 et les Chambres d'agriculture.

Réseau pédagogique : le Cedapa prépare l'envoi d'une information aux écoles d'agriculture sur les possibilités d'intervention et d'activités pédagogiques du Cedapa sur les systèmes herbagers et l'agriculture durable. L'objectif : mieux faire connaître notre expérience en la matière pour inciter les écoles à nous solliciter davantage.

Le groupe "valorisation" du Cedapa va créer "Terre et ciel"

On va aussi en faire un fromage

Un logo en forme de nuage, un nom "Terre et ciel", des produits laitiers... savoureux : ce sont les premiers résultats concrets du travail de création d'une filière de lait durable. Le point à mi-parcours de l'étude de faisabilité menée par le Cedapa, sur laquelle neuf exploitations se sont investies.

Ce n'est encore qu'un début, l'embryon d'une ambition un peu folle mais résolument portée par des agriculteurs du Cedapa : le lait issu des systèmes herbagers a des atouts, qui (doivent) peuvent être valorisés. Avec, en tête, les valeurs qui fondent l'engagement des paysans du Cedapa : la recherche d'autonomie, la création de valeur ajoutée et l'implication dans la vie de nos territoires. C'est possible ? Chiche ! Neuf exploitations ont sauté le pas et défrichent en pionniers la faisabilité d'une filière de produits laitiers durables.

Première étape : l'étude de marché

Mais y a-t-il un marché pour ces produits ? Si le Cidil (Centre d'information et de documentation de l'industrie laitière) analyse les grandes tendances de marché, pas facile d'en tirer des enseignements fiables sur la consommation de produits laitiers durables : "*la marché potentiel des produits de l'agriculture durable peut englober les clients à la recherche de produits typés, identifiables à un territoire ou encore équitables*", a analysé le groupe "valorisation". D'où l'appel aux étudiants en BTS action commerciale du lycée Notre Dame de Guingamp qui ont interrogé environ deux cents consommateurs de produits laitiers fermiers, dans des grandes surfaces ou sur des marchés de la région. Premier constat, rassurant, le marché n'est pas saturé : les consommateurs de produits laitiers fermiers trouvent l'offre trop restreinte. Ils sont curieux face aux nouveaux produits, et aux nouveaux conditionnements. Autres points importants : ces consommateurs lisent les étiquettes des produits qu'ils achètent, et sont intéressés par des produits non OGM. Ils ont plutôt plus de 40 ans et leur foyer compte au plus trois personnes. Et... ils ne connaissent pas l'agriculture durable... Ils consomment des produits laitiers fermiers pour "*leur qualité supérieure, leur goût, leur origine*", et pour soutenir "*les emplois locaux*", et sont prêts, dans la moitié des cas, "*à mettre le prix pour un produit laitier traditionnel*".

Des constats qui vont orienter les choix du groupe : "*mettre en avant les emplois locaux et le territoire, organiser des dégustations par les paysans, informer sur la composition des produits, l'origine des ingrédients, privilégier les petits formats...*"

Une nuage, un nom

"*A travers le produit, on souhaitait parler de l'agriculture durable, du terroir, sans avoir une image ringarde de la ferme d'antan*", explique Suzanne Dufour. L'image du produit est donc importante : "*on a travaillé sur le fond et la forme, pour rendre le produit repérable et délivrer un message, sur ce que l'on est et ce que l'on fait*". Le partenaire, Stéphane Hervé d'Attitude graphique, croit au projet, déguste les produits, visite les fermes : "*il s'est investi pour comprendre le produit*". Il compile aussi l'existant : "*ce qui existe sur le marché est chargé, bariolé*". Il part au contraire sur une ligne simple, minimaliste : le nuage, comme symbole du ciel, des rêves de l'enfance, de la pureté... mais aussi du temps qu'il fait. La relation avec le climat et la nature caractérise l'agriculture durable : "*on guette les nuages pour savoir si l'herbe va être arrosée ou si le foin est à rentrer*". Des couleurs vives différencient les yaourts nature (bleu), des yaourts aux fruits (rouges, violets, ou jaunes). Des choix visuels qui rompent avec les conventions. Délibérément. (voir encadré, page suivante).

"Si je veux que mes enfants mangent du bon, je dois produire du bon"

Des témoignages de paysans, sur chaque pot, expliquent les trois volets de l'agriculture durable. Pas vraiment précis,-"*La nature est bien faite. Lorsqu'on est paysan, il suffit de l'aider*", dit Pierre-Yves Aignel sur le pot à la fraise-, mais le message à illustrer n'est pas plus compliqué : *l'agriculture durable préserve l'air et l'eau, respecte le paysage et les animaux*. Sur le volet

350 jours de participation des éleveurs.

C'est le temps total que le groupe a consacré au projet de valorisation depuis février 2002.

Ce qui représente plus de 100 réunions ou rencontres et une demi-journée en moyenne par semaine et par participant, depuis un an et demi.

>Il est temps...

- Semer ses prairies immédiatement après les céréales ? Cette année, la question se pose encore davantage...
- En année sèche, c'est l'occasion d'essayer la lutte mécanique contre les vivaces, chardons et rumex principalement, avant la mise en place de prairies, en effectuant des travaux du sol superficiels.
- Pour les semis de prairies, tassez, tassez, tassez, on ne vous le dira jamais assez : c'est le secret de la réussite.
- En cas de sécheresse persistante, il faut ajuster l'effectif animal.
- Mieux vaut aussi rentrer momentanément des animaux avec une ration d'entretien, de type paille et céréales, avec un correcteur azoté, pour les ressortir plus tard, quand la situation sera meilleure.
- Ne pas se précipiter à faire pâturer les prairies, si ça commence à repousser. Si le trèfle n'est pas pâturé au bon stade, il y a risque de météorisation.

Les pictogrammes sur les yaourts

social, c'est Serge Robin qui déclare, "*avec des paysans nombreux, nous maintenons des campagnes vivantes*", pour illustrer que *l'agriculture durable défend des campagnes habitées et accueillantes*. Pas de grand discours, pas de technique agricole, -*l'agriculture durable vous garantit des aliments sains et qui ont du goût*,-mais des mots de paysans, glanés avec l'aide d'un écrivain breton Gérard Ham, un technicien des mots en quelque sorte. A peine mentionné, le cahier des charges ? "*On a fait ce choix après une formation communication : un cahier des charges n'est pas forcément vendeur, le langage militant passe mal*", explique Suzanne. Sans compter le risque d'être mal compris : "*les vaches mangent de l'herbe, ce n'est pas un argument de vente. Pour beaucoup de consommateurs, toutes les vaches mangent surtout de l'herbe !*" Du coup les messages principaux passent à travers des pictogrammes (voir ci-contre).

Du yaourt, au fromage

Reste encore à fabriquer de bons produits laitiers. Le souhait des éleveurs : créer des produits typés, et présenter une gamme complète, du yaourt au fromage en passant par le beurre : "*beaucoup d'entreprises ne font que deux ou trois produits*", explique Pierre-Yves Aignel, "*on a voulu faire une gamme complète pour se différencier, pour essayer aussi de transformer un maximum de lait*". La gamme complète donne un avantage commercial "*on peut se distinguer dans un rayon*", mais coûte cher : "*certains produits ont un coût de transformation très élevé, et le temps passé en préparation, nettoyage, le temps improductif donc, est important*". Sans compter que la valeur ajoutée est plus importante sur les produits frais, les yaourts ou les crèmes desserts mais ces produits "consomment" moins de lait : "*à terme, il faudra voir si la gamme fonctionne*". La transformation est assurée par la Lande du Breil, un lycée agricole à côté de Rennes, qui dispose d'un atelier de recherche et développement pour aider industriels ou agriculteurs à mettre au point des produits, des techniques... "*Le partenariat mis en place nous permet de minimiser les risques, et d'atteindre probablement une meilleure qualité de la gamme*".

Un produit vivant...

La première exigence du groupe du Cedapa, avoir "*un produit naturel*", sans additifs, sans conservateurs. Ensuite, "*on a fait des dégustations des yaourts qui existent sur le marché, pour voir ce qui nous plaisait. Ont suivi de multiples aller-retour avec le fromager*", explique Marc Morelle, l'animateur en charge du projet. Avec le souci de créer un produit "*qui plaise à un maximum de gens*", rajoute Pierre-Yves. Mais qui ait du goût : "*les yaourts sont au lait entier, parce que c'est la matière grasse qui donne le goût*". Les neuf semaines d'études prévues n'ont cependant pas suffi à tout mettre au point : les yaourts nature fermes et brassés et les yaourts aux fruits sont fixés ; les fromages blancs subissent les dernières mises au point ; la texture des crèmes desserts nécessite encore des recherches ; les fromages et le beurre sont toujours à l'essai. Pas simple, d'autant plus que "*le lait herbager est un lait particulier, difficile à maîtriser. Sa matière grasse est différente du lait conventionnel et oblige le transformateur à revoir ses procédés de fabrication*". Les acides gras insaturés qu'il contient en plus forte quantité rendraient la matière grasse très fragile. Le lait herbager, plus sensible aux chocs physiques et thermiques, se conserve moins bien, mais doit supporter environ une heure de transport : "*les producteurs fermiers qui transforment chez eux évitent le va-et-vient des produits*".

... et fragile

Résultat : les produits transformés se conservent mal. En plus, les yaourts doivent résister à la rupture de la chaîne du froid entre le magasin et le frigo de la maison ! "*C'est un produit vivant*, analyse Pierre-Yves, *et il nous faut encore bien maîtriser la chaîne du froid. Les yaourts témoins qui restent à la Lande du Breil ne bougent pas, tandis qu'on a observé des gonflements sur d'autres yaourts après huit jours*". Sans compter que le fromager ne travaille pas sur des laits de mélange. Les taux peuvent varier, rendant plus difficile la transformation : "*une poussée de butyrique, et le fromage devient imangeable*". La phase expérimentale n'est donc pas finie. "*Il faut du temps, même si on*

>interview croisée, le graphiste et les paysans

Le nuage, enfant d'une rencontre

"*On a commencé à observer ce qui se faisait dans les supermarchés pour essayer de se positionner, pour ne pas faire la même chose que les autres*", explique Stéphane Hervé, graphiste d'Attitude graphique. Le "nous" lui vient d'emblée, naturellement. Il connaît déjà le Cedapa, par des amis. "*Stéphane a tout de suite compris ce qui nous animait. On sentait qu'il allait pouvoir s'approprier nos discours*", se rappelle Suzanne Dufour. Le groupe valorisation recherche à l'extérieur des compétences complémentaires aux siennes : "*on cherche des partenaires*".

Mais ici, c'est plus qu'un partenariat : une rencontre, qui fait préférer aux paysans un graphiste, plutôt qu'un chevronné du marketing agro-alimentaire. "*Pour moi c'était une aventure*, dit Stéphane, "*faire quelque chose de nouveau avec des gens qui me paraissaient sincères*". Pas son truc, le marketing : "*surtout du blabla pour justifier ce qu'on fait ; des discours sans doute intéressants, mais que je n'entends pas trop*". C'est sans doute pour celà que le résultat est si différent de ce que l'on voit habituellement. "*C'est lié en partie à la commande passée*, raconte Suzanne. *A un moment, on s'est dit qu'il fallait sortir des sentiers battus, la ferme d'antan, la nostalgie... Il fallait qu'on ait quelque chose de moderne*". Le produit, fabriqué sur des méthodes traditionnelles, suffit "*comme alliance avec le passé*". Exit donc la vache, derrière sa petite barrière, et la touffe d'herbe sur un fond blanc. Un signal de libération pour le graphiste, qui s'engage alors vers "*le monochrome, le dépouillement, les formes simplistes, comme on voit dans certains trucs modernes...*" Le nuage est venu ensuite.

Diantre, pourquoi un nuage ? "*C'est un hasard. Le graphisme, ce n'est pas forcément des évidences, mais des choses qui te viennent. Le nuage, ça colle complètement aux produits laitiers, mais on n'a pas l'habitude de le voir. Pourtant, c'est l'image qui s'est imposée à nous*", dit le graphiste. Suzanne, de son côté, confesse que le groupe est passé "*par une phase trèfle*". Le nuage, "*Stéphane l'a bien vendu*", et les paysans lui ont donné de l'épaisseur : le nuage, c'est le climat, mais aussi le rêve, la création...

Contact : Attitude graphique, Rostrenen, 02 96 57 43 50

Suzanne Dufour, Christophe L'Hotellier, Martine et Martine Le Fustec.

est tous un peu impatients. Ces difficultés sont aussi liées aux choix qu'on a faits, à notre exigence d'avoir des produits de qualité".

Cette exigence porte sur l'ensemble des ingrédients. La confiture des yaourts aux fruits vient de Commana, d'un producteur "*engagé dans une démarche qualitative, qui partage notre philosophie*". Un centre d'aide par le travail devrait aussi devenir fournisseur : "*on cherche à intégrer des démarches sociales*". A l'image du commerce équitable d'où devraient venir le sucre, le cacao et la vanille, parce que le projet de valorisation se veut aussi être global, et cohérent.

Onctueux et savoureux

Les premières dégustations, organisées par les paysans aux Terralies à Saint-Brieuc, au rassemblement pour le développement durable de Redon, ou aux journées de la terre de la base du Douron (Finistère), donnent des retours plutôt flatteurs : les produits sont "*onctueux, crémeux, savoureux*". Huit étudiants du BTS force de vente du lycée du Sacré Coeur de Saint-Brieuc ont travaillé pendant six semaines à prospecter les magasins (de la petite alimentation à l'hypermarché), afin d'atteindre le premier objectif commercial du groupe du Cedapa : avoir quelques points de vente pilotes, pour tester la commercialisation du produit. Un objectif atteint, même si les difficultés dans la mise au point des produits freinent aujourd'hui les efforts de commercialisation.

"Des partenaires, plutôt que des prestataires"

"*La grande distribution est plutôt ouverte à faire un essai*", constate Marc Morelle, même si certains magasins refusent parce qu'ils sont approvisionnés par une centrale et qu'ils n'ont pas envie de travailler en direct. "*D'abord ils trouvent les produits bons. Ensuite ils sont sensibles à l'image que véhiculent les produits fermiers par rapport aux produits industriels*". La démarche aussi, d'agriculteurs qui reprennent en main le devenir de leurs produits : "*ils sont très demandeurs d'animations, de rencontres entre paysans et consommateurs*". Quant au packaging, "*ils disent, pourquoi pas !*" Certains magasins ont même une politique de mise en avant du produit : "*toute la gamme est mise en tête de gondole*". D'où l'importance de la négociation avec le magasin : "*le packaging est conçu pour le regroupement des produits, les couleurs sont complémentaires. Si on les disperse, si on ne voit même pas les nuages... c'est pas gagné !*".

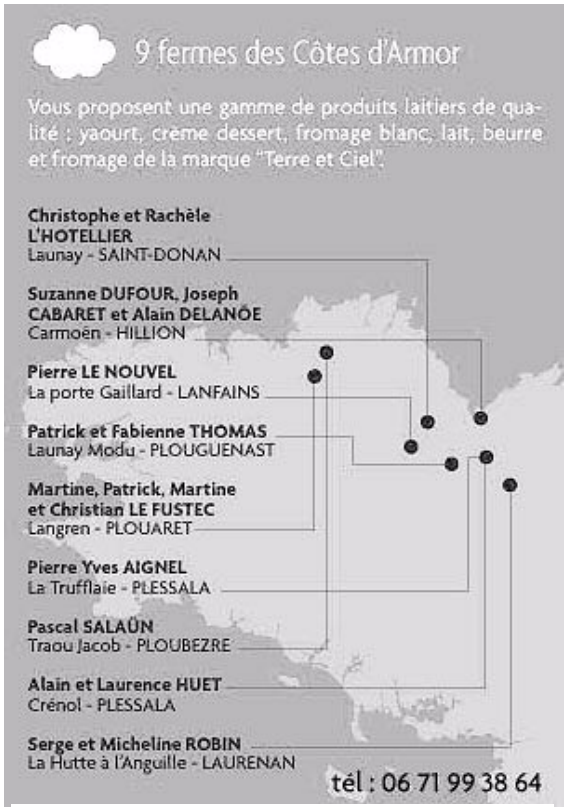
Le mot du président : Quelles perspectives pour les adhérents du Cedapa ?

Même avec un été chaud, les fruits ne sont pas encore mûrs ! Pour ceux qui manquent de patience, rappelons que le chemin est encore long ; il est trop tôt pour tirer des conclusions. Le plus dur reste à faire, c'est-à-dire sensibiliser les consommateurs.

Le stade expérimental arrive à sa fin. Le groupe va donc créer une société pour pouvoir investir, et espérons que les pionniers vont ouvrir un marché des produits de l'agriculture durable, quelle que soit la production (lait ou viande)

Important aussi de se doter d'outils de communication spécifiques pour la grande distribution : des affichettes, des dépliants, pour trouver son public, rapidement. Car la grande distribution n'est pas réputée pour sa patience : "*au bout d'une semaine, un magasin ne voulait déjà plus des produits !*" L'idée, néanmoins comme dans tout le projet, est de trouver des partenaires, de mettre en place des relations donnant-donnant, y compris avec la grande distribution : "*ce n'est pas avec nos produits qu'ils vont faire du chiffre, mais avoir des produits de qualité est favorable à l'image d'une grande surface*". Un espoir, plus qu'une illusion : "*ça ce sont les discours du démarrage. Après, il faut voir dans la durée*".

Cette étude de faisabilité est financée par l'Union européenne, le contrat de plan Etat-Région et le Conseil général 22. Elle a aussi reçu le soutien du Crédit agricole et du Crédit Mutuel.



Les exploitations du Cedapa engagées dans Terre et Ciel

Le lait cru, sans les risques

La microfiltration est un procédé de filtration du lait, qui permet de réduire de plus de 99.7% les flores endogènes et les flores pathogènes des laits. Résultat : un lait cru, "au bon goût de lait", qui se gardent plusieurs semaines, sans risque de contamination bactérienne dangereuse. Un procédé sur lequel le centre d'expérimentation et de technologie alimentaire de la Lande du Breil a travaillé avec un équipementier pour mettre au point un module opérationnel.

L'adaptation de la microfiltration à l'ensemble de la gamme, et pas seulement au lait de consommation, devrait faire l'objet d'une nouvelle étude. Ce serait alors la première gamme de produits laitiers sur le marché, utilisant cette technologie de pointe.

Plutôt normande que noire. Plutôt jaune que blanc ?

Le lait des normandes donne un beurre meilleur, en goût et en texture : c'est le constat du fromager de la Lande du Breuil. Le beurre fabriqué avec du lait produit à l'herbe est aussi plus jaune, mais il risque bien de devenir blanc quand le foin sera la base de la ration. Alors que faire ? Congeler du beurre jaune, ou de la matière grasse pour la ressortir en hiver, ou s'accommoder d'une beurre qui variera en fonction du régime alimentaire des vaches laitières ? "On est parti sur l'idée d'expérimenter différents beurres en fonction de l'alimentation des vaches. C'est le choix de la transparence. On fait le pari de pouvoir expliquer au consommateur que l'hiver, le beurre est plus blanc, parce que c'est de saison !".

Système herbager à Hillion, Gaec des mouettes rieuses

Rester productif, en situation séchante

Adapter les espèces, utiliser au maximum la portance des sols, quitte à irriguer pour ne pas rester à sec l'été, c'est l'option choisie à Hillion pour faire fonctionner un système herbager à plus de 6500 litres de lait par hectare de SAU...

L'exploitation

50 ares de pâture par vache

5 ha de blé

2,6 ha d'avoine ensilée

3,3 ha de maïs ensilage

1,6 ha de betteraves (mises en place après du colza fourrager pâturé)

5,8 ha de dactyle / TB

2 ha de dactyle / luzerne

4 ha de RGH / TV

10,2 ha de RGA / TB

4,5 ha de prairies permanentes

6471 litres de lait produits par vache

Coût alimentaire : 30 cts par litre, soit 45,7 € pour 1000 litres

Concentrés : 14 cts par litre, soit 21,3 € pour 1000 litres

EBE/produit brut : 41%

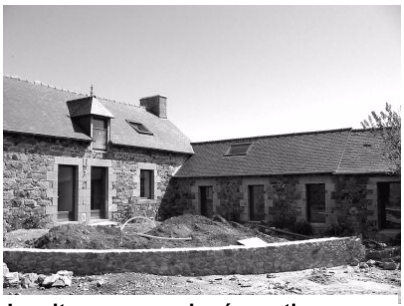
"*L'herbe est l'aliment le mieux adapté à l'alimentation laitière dans le monde*". Une évidence qui pousse Jean-Pierre Guernion et Ginette Fumery à s'engager dans un système herbager en juillet dernier, et à signer un contrat territorial d'exploitation (CTE) Cedapa. Une décision longuement mûrie : "*c'est un challenge, car le chargement est élevé*" . 39 hectares de Sau, 44 vaches, et une production annuelle de 270 000 litres de lait, pour deux associés.

Jean-Pierre s'installe à Hillion en 1997 à la suite de son père, après dix ans de salariat : "*Quinze ans avant, j'ai eu une occasion pour m'installer mais j'avais besoin de faire autre chose*". Il revient par envie "*de s'investir dans sa propre affaire*", et pour la situation privilégiée de l'exploitation, " *un milieu ouvert en bordure de côte*". Le Gaec voit le jour deux ans après, "*pour limiter les contraintes du travail*". Ginette, une amie d'études, s'installe sur l'exploitation, avec le projet de lancer une activité touristique : un gite d'étape avec six chambres seront opérationnelles cet été.

Jean-Pierre Guernion et Ginette Fumery

La ferme possède deux particularités : elle est située sur la bande côtière où il y a un fort déficit hydrique l'été, par conséquent, ils ont recours à l'irrigation. Selon Jean-Pierre, "*c'est une zone où il est difficile de faire tenir les prairies plus de quatre ans* " : le trèfle s'implante bien mais ne tient pas. Environ 20 hectares sont irrigables, les prairies surtout et un peu les betteraves : "*celà permet d'avoir de l'herbe l'été, si ça marche bien*". Pour un coût annuel d'environ 12 000 francs par an.

"*Et il faut adapter les espèces*". Le mélange luzerne-dactyle occupe les terres sèches, mais profondes ; le dactyle et le trèfle les terres les plus séchantes, et plus superficielles . Il envisage de passer au ray-grass hybride ou à la fétuque à la place du ray-grass anglais sur les surfaces à récolter. La gestion de l'herbe est aussi plus délicate. Les vaches pâturent le dactyle à la mise à l'herbe, et l'été quand il est irrigué. Dans les mélanges, la luzerne devient dominante l'été, "*c'est une luzerne à port étalé, qui se pâture plutôt bien*". Il faut limiter les refus, passer les génisses après les vaches. Les terres sont séchantes, mais portantes : les vaches sortent toutes l'année, et ne dorment en stabulation que deux à trois mois par an. Jusqu'alors les vaches pâturaient du chou fourrager (3-4 kg de MS) l'hiver : "*dès que les pâtures ne sont plus portantes, les vaches vont au chou*". Les fourrages stockés ne dépassent pas 2 tonnes de matière sèche par vache, sous forme de maïs ensilage, de betteraves (mais la majeure partie des betteraves est pâturée), de foin et d'ensilage d'herbe.



Le gite en cours de rénovation

Du stress et du plaisir

La seconde particularité réside dans le matériel : la ferme possède deux vieux tracteurs et une déssileuse. Tout le reste se fait par la Cuma, jusqu'à la comptabilité qui est réalisée avec l'ordinateur de la Cuma.

Le système herbager permet de valoriser un site "*bien loti au niveau parcellaire (34 ha sur 39 sont accessibles aux vaches, et l'ensemble aux génisses) avec des terres portantes*". Mais il n'allège pas vraiment le travail : "*ici, il faut renouveler les pâtures assez souvent*". L'entretien des pâtures, le désherbage, prend du temps. En plus, *"si on gère mal les refus, il faut passer la faucheuse après les vaches : les gens du coin qui font du maïs ne se posent pas ce genre de questions.* Il y a plusieurs récoltes, l'ensilage, le foin. Et aussi le stress, *"qui est pénible, comme dans la période actuelle..."* Des regrets ? "*Non, le système herbager est très intéressant, c'est autre chose que de mettre du maïs et de récolter*".

DF et NG

"Tout ce qui va à la mer passe chez nous"

L'eau d'irrigation vient de deux retenues d'eau de 6000 mètres cubes sur un ruisseau qui se jette dans la mer. Une moto-pompe à moteur diesel débite 50 mètres cube à l'heure et alimente un enrouleur qui va asperger sur deux hectares. L'irrigation a commencé cette année au 8 mai, et se poursuit au 16 juillet, sur les cultures qui valorisent bien l'irrigation : la luzerne, les prairies dactyle - trèfle, et les choux. En général, le ruisseau se tarit vers la mi-juillet. "Cette année, il y avait sans doute des réserves, et on profite des pluies d'orage".

La première économie d'énergie, c'est le pâturage

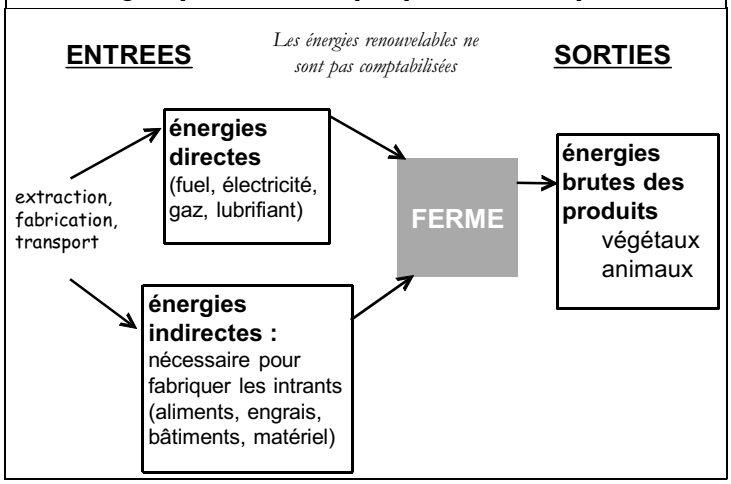
Le Gaec des mouettes rieuses produit 1,7 fois plus d'énergie qu'il n'en consomme, c'est le résultat du bilan énergétique Planète. L'explication ? Le système herbager, pardi !

"*Mesurer l'efficacité énergétique permet de comparer entre elles les exploitations du monde entier. A condition qu'elles soient dans les mêmes productions*". Jean-Pierre Guernion s'intéresse depuis longtemps à l'énergie, comme un outil de d'évaluation technique d'une exploitation. Au même titre que les résultats économiques... voire plus : "*le résultat économique fait appel à tellement de données qui dépendent d'aspects commerciaux...*"

Dans le Gaec des mouettes rieuses, Jean-Pierre Guernion voulait savoir si une démarche d'économie et d'autonomie permettait d'avoir des consommations énergétiques moindres qu'en conventionnel et si sa ferme produisait ou consommait de l'énergie. Oui : la réponse est nette.

La ferme produit 1,7 fois plus d'énergie qu'elle n'en consomme. Ce ratio entre les entrées et les sorties d'énergie s'appelle l'efficacité énergétique. L'efficacité énergétique du poste végétaux monte à 2,97. Rien d'exceptionnel : la production végétale est beaucoup plus efficace énergétiquement que la production animale. En comparaison, les 140 fermes étudiées par Planète (voir encadré) ont une moyenne de 0,89. Elles sont donc globalement consommatrices d'énergie ! La ferme utilise 7,1 équivalents litres de fuel (EQF) pour produire 100 litres de lait alors que la moyenne des fermes Planète se situe autour de 13,6.

Les énergies prises en compte pour le bilan planète



7,1 litres de fuel pour 100 litres de lait

Les entrées énergétiques sur la ferme représentent 23 746 équivalents litres de fuel (EQF) . Les postes les plus énergivores sont le poste carburant (27 % des consommations), l'électricité (17 %), le matériel (14 %), puis viennent les postes achats d'aliments et engrais qui représentent chacun 13 %. Ces cinq postes représentent 83 % des consommations. Le reste est réparti sur les postes phyto, semences, eau, bâtiments. Ramené à l'hectare de SAU, la ferme consomme 606 EQF. La moyenne des 140 fermes françaises diagnostiquées se situe autour de 694 et celle du Réseau agriculture durable autour de 568. Par rapport aux autres fermes en agriculture durable, le résultat de GAEC peut s'expliquer d'une part par l'irrigation, mais aussi par l'achat d'aliments et d'engrais chimiques. D'autre part la ferme utilise beaucoup de matériel de Cuma, un matériel en général assez jeune et donc peu amorti énergétiquement.

Les sorties énergétiques de la ferme se font par la vente de lait (62 % des sorties), par la vente de céréales (33 %) et la vente de viande (5%). Cela représente 1037 EQF/ha de SAU.

"*Avant le diagnostic je pensais dépenser beaucoup plus d'énergie avec l'irrigation, l'engrais et l'achat d'aliments*", s'étonne Jean-Pierre, surpris du résultat global de la ferme. Pour lui, ce bon résultat est lié au parcellaire, bien groupé. Il continue à penser qu'il utilise toujours trop d'engrais, qu'il achète trop d'aliments et qu'il a trop recours aux produits phytosanitaires. Une perception qui peut être différente pour un agriculteur qui n'est pas dans le même démarche. "*Ce diagnostic me conforte dans mes choix pour l'avenir : développer davantage l'ensilage d'herbe pour diminuer le soja dans la ration, et baisser l'apport d'engrais*".

Les vaches, responsables de l'effet de serre ?

Par ailleurs, la ferme émet 8,1 équivalent tonne de CO2 (tous les gaz à effet de serre sont convertis en équivalent dioxyde de carbone) par hectare par an, alors que la moyenne des 140 fermes se situe autour de 6. Cela s'explique par la production de gaz des ruminants : une vache produit 120 kg de méthane par an. Les systèmes en agriculture durable sont pénalisés par rapport aux systèmes conventionnels, car ils utilisent plus de vaches pour produire un quota équivalent.

David Falaise, réseau agriculture durable

Le bilan énergétique Planète

Ce diagnostic, conçu par le groupe Planète, permet de réaliser l'inventaire des énergies directes (fioul, électricité, autres énergies fossiles) et indirectes (engrais, aliments du bétail, phytosanitaires, matériel ...) consommées sur une exploitation. On prend en compte l'énergie dépensée tout le long du processus, selon la méthode d'analyse du cycle de vie. Par exemple pour une tonne d'aliments, on prendra en compte l'énergie pour l'extraction ou la production des matières premières, l'énergie pour la transformation et l'énergie pour le transport jusqu'à la ferme (maritime et/ou route). Le diagnostic évalue aussi tout ce qui sort de la ferme sous la forme d'énergie brute (en joules, converties en équivalent litres de fuel).

En plus de la consommation énergétique, il calcule aussi les émissions de gaz à effet de serre de la ferme (méthane, protoxyde d'azote et dioxyde de carbone).

Ce bilan énergétique permet une analyse globale de la consommation totale d'énergie et de sa répartition par postes, mais aussi une évaluation de l'efficacité énergétique du système et des productions de la ferme. Comme c'est un diagnostic assez complet qui se base sur la comptabilité de l'exercice passé et sur les assolements, il faut environ 4 heures de collecte avec l'agriculteur et deux heures en moyenne pour le traitement des résultats.

Les résultats de 140 fermes françaises, dont 124 exploitations en production lait-céréales ont été diagnostiquées et donnent ainsi des références moyennes.

> énergie en bref

■ On ne peut pas mélanger les boeufs et les blés !

Les productions végétales sont beaucoup plus efficaces énergétiquement que les productions animales. Les exploitations "bovins lait" consomment en moyenne plus d'énergie qu'elles n'en produisent, tandis que les exploitations de grande culture produisent en moyenne 5,4 fois plus d'énergie qu'elles n'en consomment ! On compare donc entre elles les exploitations engagées dans les mêmes productions.

■ Il faut l'énergie de 127 litres de fuel pour produire 330 kg d'ammonitrate

(soit 100 unités d'azote minéral) L'énergie nécessaire à la fabrication, au conditionnement et au transport d'un intrant est rapportée à celle fournie par un litre de fuel : on obtient ainsi des dépenses d'énergie en équivalent litres de fuel (EQF)
Il faut :
170 EQF pour 1 tonne d'aliments granulés bovins (l'énergie de 170 litres de fuel pour une tonne d'aliments)
70 EQF pour 1 tonne de cérales en concentré
280 EQF pour 1 tonne de luzerne déshydratée
1210 EQF pour 1 tonne de poudre de lait
11600 EQF pour un litre de matière active d'herbicide.

■ Le réseau agriculture durable a réalisé le bilan énergétique Planète au Gaec d'Hillion

Dans le cadre d'un projet expérimental sur le management environnemental, il expérimente sur 10 fermes bretonnes laitières dont le lycée agricole du Rheu, la mise en place d'un système de gestion de la durabilité afin de créer un outil d'accompagnement vers la durabilité en s'inspirant du management environnemental type ISO 14001.

■ Le CEDAPA se lance sur Planète

Le travail sur l'énergie avec l'outil Planète est engagé sur des fermes laitières et en production viande bovine. Avis aux amateurs...

■ PLANETE est un groupe

Il est composé de Solagro, l'Ademe, l'institut de l'élevage de Clermond-Ferrand, le Ceipal, l'ENESAD, HBL au Luxembourg, CEDAPAS dans le nord et le CETA de Thiérache..
Traduction : Pour L'ANalyse énergETique de l'Exploitation agricole.

> technique, en bref

■ L'effet "azote" du retournement d'une prairie au printemps a lieu principalement la première année

Et beaucoup moins les deuxième et troisième années. Bref la minéralisation de l'azote dure moins longtemps que ce qui était jusqu'à présent admis. Ces références sont en cours de prise en compte dans les référentiels réglementaires. "*Il existe d'autres facteurs favorables aux cultures, liés à la destruction de la prairie dont les effets se prolongent bien au delà de la première année après destruction*", note la Chambre d'agriculture. Des facteurs encore non identifiés. A noter que la moitié de l'azote apporté à la prairie par les engrais organiques ou minéraux, et la fixation du trèfle n'est ni exporté par les productions animales, ni perdu dans l'eau ou dans l'air : il est stocké sous prairie.

■ Le pâturage hivernal ne favorise pas les pertes d'azote.

Pas de différence de perte d'azote entre un RGI pâturé ou non : 20 unités environ dans les deux cas. Cette pratique, expérimentée à Kerlavic, comporte donc "très peu de risque environnemental dans la mesure où le couvert végétal constitue l'essentiel du fourrage consommé" : le chargement à l'hectare est alors peu élevé.

■ L'équivalence engrais des déjections solides augmente avec des apports réguliers.

Les arrière-effets des fumiers et composts restent néanmoins faibles. Le ferme expérimentale de Kerlavic a mesuré des arrière-effets de 20 à 30% pour des fumiers ou composts, au bout de 6 ans d'apport régulier (et de 0 à 10% pour le lisier).

■ Un couvert végétal absorbe 50 à 100 unités d'azote et en restitue moins de 30%

Il faut détruire le couvert suffisamment tôt pour profiter de 15 à 25 kg d'azote pour la culture suivante. Par contre les reliquats sont plus faibles : pas de modifications à court terme, donc, pour la fertilisation du maïs. Le reste de l'azote absorbé est réorganisé et enrichit la matière organique du sol.

■ Dès le stade trois feuilles du trèfle, on peut traiter une jeune prairie

Différentes options possibles : Mikado à 0,5 litre, sur jeunes rumex. Asulox ou Rumexor si les rumex sont plus développés, ou encore Gratil. Un traitement au semis, s'il s'avère utile, peut vous assurer trois à quatre années de tranquillité.

■ Les enregistrements des pratiques doivent être précis

Les contrôles, en particulier dans le cadre des contrats territoriaux d'exploitation (CTE), sont très rigoureux. Il faut noter toutes les interventions, y compris, par exemple les traitements phytosanitaires effectués en localisé (parcelles et dates). Pour ceux qui ont contractualisé la mesure compostage, il faut noter les dates de sortie de stabulation et de retournement.

L'écho du CEDAPA **(bimestriel)**
2 Avenue du Chalutier Sans Pitié, Bâtiment Groupama, BP 332, 22193 PLÉRIN Cédex, 02.96.74.75.50 ou cedapa@wanadoo.fr
Directeur de publication : Patrick LE FUSTEC.
Comité de rédaction : Pascal HILLION, Olivier JEGOU, Loïc BARBOT, Jean-Pierre GOUELLO, Claude LONCLE, Benoît ALLAIN.
Maquette, secrétariat de rédaction : Nathalie GOUEREC
Abonnements, expéditions : Brigitte TRÉGUIER.
Imprimerie: J'imprime, ZA des Longs Réages, BP467, 22194 PLERIN cédex.
N° de commission paritaire : 76787 AS
ISSN : 1271-2159

Bulletin d'abonnement à retourner avec votre règlement à

l'écho du CEDAPA **BP 332 - 22193 PLERIN Cédex**

Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
Commune : .....
CP : .....**Tél :** .....
Profession:.....

CEDAPA 38/01

Je m'abonne pour :

	1 an (7 numéros)	*2 ans (14 num.)*
Adhérent CEDAPA ou élève/ étudiant	❑ 15 € (98,39F)	❑ 23 € (150,87F)
Non adhérent, établissement scolaire	❑ 23 € (150,87F)	❑ 38 € (249,26F))
Soutien+organismes, entreprises	❑ 33 € (216,46F)	❑ 50 € (327,97F)
Adhésion 2002	❑ 31 € (204,46F)	

(Chèque à l'ordre du CEDAPA, prix TTC dont TVA à 2,10%)

J'ai besoin d'une facture ❑